L'ONU prolonge le mandat de l'Amisom jusqu'au 31 octobre 2012

30/09/2011 Conseil de s@curit@CS/10399 D@partement de l@information @ Service des informations et des accr@dit@ New York Conseil de s@curit@ 6626e s@ance @ " matin
LE CONSEIL DE S@CURIT@ AUTORISE L@UNION AFRICAINE @ MAINTENIR LA MISSION DE L@UNION AFRICAINE EN SOMALIE (AMISOM) JUSQU@AU 31 OCTOBRE 2012

Il @largit le dispositif d@appui @ l@AMISOM et invite l@ONU et l@Union africaine @ constituer une garde charg@e s@curit@ du personnel international

Le Conseil de s@curit@ a d@cid@, ce matin, d@autoriser les @tats membres de l@Union africaine @ maintenir la M@ l@Union africaine en Somalie (AMISOM) jusqu@au 31 octobre 2012. @ En adoptant @ l@unanimit@ de ses 15 @ mem r@solution 2010 (2011), le Conseil prie l@Union africaine @ @ de renforcer d@urgence l@effectif de la Mission en le p 12@ 000@ agents en tenue, afin de lui donner des moyens accrus de s@acquitter de son mandat @ ».

Aux termes de cette r@solution, le Conseil de s@curit@ invite aussi l@ONU @ collaborer avec l@Union africaine pour r dans les limites de l@effectif autoris@ de l@AMISOM, une @ @ garde de taille appropri@e pour assurer la s@curit@ e protection du personnel international, notamment les fonctionnaires des Nations Unies @ ».

Le Conseil estime en effet que la pr@sence accrue d@organismes des Nations Unies et de leurs fonctionnaires @ Mogadiscio, ainsi que les visites officielles de personnalit@s internationales, exercent une pression suppl@mentaire sur l@AMISOM, qui est appel@e @ fournir des services de s@curit@, de garde et de protection. @ Le Conseil entend revoir et examiner de pr@s l@opportunit@ de modifier l@effectif prescrit de l@AMISOM lorsque celle-ci aura atteint l@effectif 12@ 000@ hommes.

La r@solution adopt@e aujourd@hui demande aussi @ l@AMISOM de continuer d@aider le Gouvernement f@d@ mettre en place la Force de police somalienne et la Force de s@curit@ nationale, en particulier @ mettre en @uvre une cha@ne de commandement et de contr@le efficace des Forces de s@curit@ somaliennes, et de contribuer @ l@int@gra des unit@s somaliennes form@es par d@autres @tats Membres ou organisations en Somalie et @ l@ext@rieur.

Le Conseil d@cide en outre, @ @ titre exceptionnel et, en raison du caract@re unique de cette Mission @ », d@largir le dispositif d@appui @ l@AMISOM pour un maximum de 12@ 000@ militaires, tout en continuant de veiller @ ce que l@ap voulu soit poursuivi avec le maximum d@efficacit@ @ ». @ Le Secr@taire g@n@ral est pri@ par le Conseil de s@curit@ l@AMISOM ce dispositif d@appui, y compris pour la garde charg@e d@assurer la s@curit@ du personnel jusqu@ 2012.

Cette d@cision fait suite @ la requ@te, pr@sent@e par le Secr@taire g@n@ral dans une lettre* adress@e le 21 septem Pr@sident du Conseil de s@curit@. @ M. @ Ban Ki-moon y rappelle que @ l@AMISOM fonctionne dans un environnem dangereux, cherchant @ r@aliser un mandat difficile pour la communaut@ internationale. @ C@est pourquoi, souligne-t-il, il indispensable que les forces de l@AMISOM b@n@ficient d@un appui suppl@mentaire pour am@liorer leur efficacit@ conditions de vie et leur moral@ @ ».

Dans les op@rations de maintien de la paix des Nations Unies, ce soutien comprend les fournitures et les services de base essentiels qui sont remboursables aux pays fournissant les contingents, dont les moyens sont limit@s. @ M. Ban proposait donc l@inclusion d@@l@ments suppl@mentaires suivants dans son dispositif d@appui logistique @ l@ domaines de la restauration, des communications et de l@informatique, des fournitures g@n@rales, du nettoyage et du mobilier, et des loisirs.

Le Conseil demande enfin de nouveau aux @tats Membres et aux organisations r@gionales et internationales de contribuer g@n@reusement et rapidement au Fonds d@affectation sp@ciale des Nations Unies pour les institutions de s@curit@ somaliennes et d@offrir une aide aux Forces de s@curit@ somaliennes, notamment sous forme de formation, d@assistance technique et de mat@riel, en coordination avec l@AMISOM.

Prenant la parole @ l@issue de l@adoption de la r@solution, le Repr@sentant permanent de la Somalie aupr@s des Na Unies, M. Elmi Ahmed Duale, a exprim@ certaines pr@occupations concernant la r@solution adopt@e aujourd@hui. @ Il r@cit@ les lacunes importantes qui demeurent dans le dispositif d@appui @ l@AMISOM, ce qui compromet, a-t-il dit, capacit@ @ s@acquitter efficacement de son mandat.

@ @ Comme le savent les membres du Conseil de s@curit@, les forces somaliennes, alors qu@elles ne sont d@ploy@es Mogadiscio, sont actuellement d@bord@es et c@est pourquoi, nous demandons qu@elles soient soutenues dans leurs efforts @ », a poursuivi M. Duale. @ Son gouvernement, a-t-il ajout@, souscrit @ @ pleinement @ @ la requ@te pr@sent@e Conseil de paix et de s@curit@ de l@Union africaine dans son communiqu@ en date du 13 septembre.

@ @ La Somalie aurait appr@ci@, a-t-il d@clar@, que le Conseil, dans la r@solution adopt@e aujourd@hui, tienne con cette demande. @ Il est temps, a-t-il soulign@, qu@il se prononce @ ce sujet dans un avenir proche, et non pas dans six ou douze mois. @ » @ Avant de conclure, il a rendu hommage aux Gouvernements du Burundi et de l@Ouganda pour leur engagement ind@fectible en faveur de la paix en Somalie.

* @ @ @ S/2011/591

LA SITUATION EN SOMALIE

Rapport du Secr@taire g@n@ral sur la Somalie (S/2011/549)

Lettre dat@e du 21 septembre 2011, adress@e au Pr@sident du Conseil de s@curit@ par le Secr@taire g@n@ral (S/2011/549)

Texte de la r@solution S/RES/2010 (2011)

Le Conseil de s@curit@,

Rappelant toutes ses r@olutions ant@rieures et les d@clarations de son pr@sident sur la situation en Somalie, sur la protection des civils en p@riode de conflit arm@, sur les femmes et la paix et la s@curit@, et sur le sort des enfants en temps de conflit arm@,

Réaffirmant qu'il respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité du Burundi, tout en affirmant son attachement à un règlement global et durable de la situation en Somalie, Réaffirmant son soutien sans faille au Processus de paix de Djibouti et à la Charte fédérale de transition, qui définissent le cadre d'une solution politique durable en Somalie, considérant qu'il faut promouvoir la conciliation et le dialogue entre les Somaliens, et soulignant l'importance des institutions largement représentatives issues d'un processus politique qui soit à long terme sans exclusive,

Réaffirmant son appui au Gouvernement fédéral de transition en attendant que celui-ci joue dans le cadre du Processus de paix de Djibouti, soulignant que les institutions fédérales de transition ont pour mission première d'œuvrer dans l'unité et la cohésion et de redoubler d'efforts pour mener à bien les tâches à accomplir durant la période de transition, tel qu'il résulte de l'Accord de Djibouti et de la Charte de transition, et invitant les institutions fédérales de transition à coordonner leur action étroitement avec les autres parties somaliennes, notamment les administrations locales et régionales,

Soulignant qu'il faut une stratégie d'ensemble pour favoriser l'instauration de la paix et de la sécurité en Somalie grâce à l'action concertée de toutes les parties prenantes,

Rendant hommage au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Augustine Mahiga, ainsi qu'au Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie, l'Ambassadeur Boubacar Gaoussou Diarra, et réaffirmant son ferme appui aux efforts entrepris par ceux-ci,

Saluant l'action de l'ancien Président Jerry Rawlings en sa qualité de Haut-Représentant de l'Union africaine en Somalie,

Rappelant la signature de l'Accord de Kampala le 9 juin 2011, prenant note de la décision de reporter de 12 mois, jusqu'au 20 août 2012, l'élection du Président du pays et celle du Président du Parlement et de ses suppléants, et engageant vivement les signataires à honorer leurs obligations,

Saluant l'adoption, lors de la réunion consultative qui s'est tenue à Mogadiscio le 6 septembre et grâce aux efforts du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Mahiga, d'une feuille de route qui définit les principales tâches que les institutions fédérales de transition devront mener à bien dans les 12 prochains mois, assorties d'actions et de dispositifs de mise en œuvre, exhortant les institutions fédérales de transition, auxquelles il incombe au premier chef de mettre en œuvre la feuille de route, et les autres signataires à respecter les engagements résultant de cette feuille de route, et notant que l'appui dont bénéficieront les institutions fédérales de transition à l'avenir dépendra de la façon dont elles accompliront ces tâches,

Conscient que la paix et la stabilité en Somalie passent par la conciliation et une gouvernance efficace dans l'ensemble du pays et exhortant toutes les parties somaliennes à renoncer à la violence et à œuvrer de concert en faveur de la paix et de la stabilité,

Prie instamment les institutions fédérales de transition de favoriser la transparence et de lutter contre la corruption pour gagner en légitimité et en crédibilité et pour s'assurer l'appui à long terme de la communauté internationale, Se disant gravement préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire déjà catastrophique en Somalie et par les conséquences de la sécheresse et de la famine sur la population somalienne, en particulier les femmes et les enfants, invitant toutes les parties à se conformer au droit international humanitaire et à collaborer avec les organismes humanitaires unanimes en toute liberté et sécurité en ces temps critiques, et soulignant qu'il importe de respecter les principes de neutralité, d'impartialité, d'humanité et d'indépendance dans la fourniture de l'aide humanitaire, Condamnant avec force les attaques contre les convois humanitaires, les obstacles mis à leur passage et toute mesure prise par quelque partie que ce soit, en particulier les groupes armés, en vue d'empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire sur le territoire somalien, et déplorant toute attaque menée contre le personnel humanitaire,

Constatant avec vive inquiétude que l'Appel global des Nations Unies pour la Somalie n'a pas été financé à 100 %, soulignant la nécessité de mobiliser d'urgence des ressources en faveur des populations en détresse et invitant tous les États Membres à répondre aux appels humanitaires globaux en cours et à venir,

Saluant le concours que la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) apporte à la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Somalie, conscient des sacrifices considérables que celle-ci a consentis, disant sa reconnaissance aux Gouvernements ougandais et burundais, qui continuent à fournir des contingents et du matériel à la Mission, et appelant les autres États membres de l'Union africaine à envisager de fournir des contingents à la Mission, Se déclarant de nouveau profondément préoccupé par les combats qui se poursuivent en Somalie et par leurs effets sur la population civile, condamnant toutes attaques, notamment les attentats terroristes perpétrés contre le Gouvernement fédéral de transition, l'AMISOM et la population civile par des groupes d'opposition armés et des combattants locaux, en particulier Al-Shabaab, et soulignant la menace terroriste que les groupes d'opposition armés somaliens et les combattants étrangers, en particulier Al-Shabaab, représentent pour la Somalie et pour la communauté internationale, Se félicitant de la récente amélioration de la sécurité à Mogadiscio, saluant les efforts déployés par les Forces somaliennes de sécurité, invitant celles-ci à consolider leurs acquis, et exhortant les institutions fédérales de transition à tirer parti de l'amélioration de la sécurité pour concourir à arrêter rapidement un plan de stabilisation à Mogadiscio et à le mettre en œuvre et pour favoriser la prestation de services de base et assurer une bonne gouvernance à l'ensemble de ses citoyens,

Exhortant le Gouvernement fédéral de transition à rester uni et à redoubler d'efforts pour mener à bien les tâches prioritaires et à réaliser les objectifs convenus dans la feuille de route afin d'offrir aux Somaliens de meilleures perspectives d'avenir, notamment sur le plan du développement économique et social et de l'exercice de leurs droits fondamentaux, tout en convenant que la communauté internationale doit apporter sa coopération et son soutien au Gouvernement fédéral de transition et aux administrations locales et régionales à cet égard, Réaffirmant qu'il importe de reconstituer, de former, d'équiper et d'entretenir les Forces de sécurité somaliennes.

contribuer à la stabilité à long terme du pays, exprimant son appui à la mission de formation que mène l'Union européenne pour la Somalie, soulignant qu'il est nécessaire que la communauté internationale apporte son concours efficace, coordonné, opportune et durable, et encourageant les Forces somaliennes de sécurité à montrer leur efficacité en collaborant avec l'AMISOM à renforcer la sécurité dans Mogadiscio,

Louant les États Membres et les organisations qui ont versé une contribution pour soutenir l'AMISOM et la Somalie, encourageant la communauté internationale à mobiliser de nouvelles ressources selon que de besoin, conscient qu'il importe de disposer d'un financement opportun et prévisible, et soulignant la nécessité d'une véritable coordination des donateurs, l'ONU et l'Union africaine,

Rappelant ses résolutions 1950 (2010) et 1976 (2011), se disant extrêmement préoccupé par la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, considérant que l'instabilité qui perdure en Somalie vient contribuer au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, ainsi qu'aux prises d'otages, soulignant qu'il est nécessaire que la communauté internationale et les institutions fédérales de transition mènent une action sur tous les fronts pour faire reculer la piraterie et s'attaquer à ses causes profondes, notamment en enquêtant sur ceux qui financent, planifient et organisent les attaques perpétrées par des pirates ou en tirent illicitement profit et en engageant des poursuites à leur encontre, et saluant les efforts du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, des États et des organisations internationales et régionales,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général en date du 30 août 2011 (S/2011/549) et ses recommandations tendant à la poursuite de l'action menée par les institutions fédérales de transition, avec l'appui de la communauté internationale, sur les volets politique, sécurité et relèvement,

Considérant que la situation en Somalie continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région, Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

Décide d'autoriser les États membres de l'Union africaine à maintenir l'AMISOM jusqu'au 31 octobre 2011 et à prendre toutes mesures voulues pour mener à bien le mandat résultant du paragraphe 9 de la résolution 1772 (2007) et prie l'Union africaine de renforcer d'urgence l'effectif de la Mission en le portant à 12 000 agents en tenue, et de donner des moyens accrus de s'acquitter de son mandat;

Engage les institutions fédérales de transition à respecter les modalités énoncées dans la feuille de route sur les principales tâches et priorités qu'elles doivent mener à bien au cours des 12 prochains mois, assorties d'achats claires et de dispositifs de mise en œuvre, fait observer que le soutien qu'il accordera aux institutions fédérales de transition dépendra des résultats qu'elles auront obtenus dans l'exécution de ces tâches, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte, dans les rapports qu'il présente, des progrès accomplis par les institutions fédérales de transition par rapport à la feuille de route;

Prend note des recommandations sur la Somalie que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a formulées le 13 septembre 2011 et redit son intention de suivre l'évolution de la situation sur le terrain et de tenir compte, dans ses futures décisions concernant l'AMISOM, des progrès accomplis par les institutions fédérales de transition dans l'exécution des tâches énoncées dans la feuille de route visée au paragraphe 2 ci-dessus;

Se félicite des mesures prises par le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et d'autres bureaux et organismes des Nations Unies, notamment le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, pour renforcer leur présence en Somalie, comme élément important de la bonne exécution de leur mandat, et demande instamment l'établissement d'une présence renforcée et plus permanente des organismes des Nations Unies en Somalie, en particulier à Mogadiscio, compte tenu de l'état de sécurité, tel qu'il ressort des rapports du Secrétaire général (S/2009/210) et (S/2010/447);

Rappelant le rapport du Président de l'Union africaine en date du 13 septembre 2011 et le rapport du Secrétaire général en date du 30 août 2011 (S/2011/549), estime que la présence accrue d'organismes des Nations Unies et de leurs fonctionnaires à Mogadiscio ainsi que les visites officielles de personnalités internationales exercent une pression supplémentaire sur l'AMISOM, qui est appelée à fournir des services de sécurité, de garde et de protection, invite l'AMISOM à collaborer avec l'Union africaine à constituer, dans les limites de l'effectif autorisé de l'AMISOM, une garde de transition appropriée pour assurer la sécurité, la garde et la protection du personnel international, notamment les fonctionnaires des Nations Unies, et entend revoir et examiner de près l'opportunité de modifier l'effectif prescrit de l'AMISOM si celle-ci aura atteint l'effectif autorisé de 12 000 hommes;

Prie le Secrétaire général de continuer de fournir à l'Union africaine, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, des conseils techniques et spécialisés aux fins de la planification et du déploiement de l'AMISOM, notamment en ce qui concerne le concept des opérations de l'AMISOM;

Se félicite des progrès réalisés par l'AMISOM, qui a réussi à réduire le nombre de pertes civiles pendant ses opérations et exhorte l'AMISOM à continuer de s'employer à prévenir les pertes civiles et à élaborer une stratégie efficace pour protéger les civils, comme l'a demandé le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine;

Demande à l'AMISOM de continuer d'aider le Gouvernement fédéral de transition à mettre en place la Force de police somalienne et la Force de sécurité nationale, en particulier à mettre en œuvre une chaîne de commandement et de contrôle efficace des Forces de sécurité somaliennes, et de contribuer à l'intégration des unités somaliennes formées par d'autres États membres ou organisations en Somalie et à l'extérior;

Notant le rôle important que la présence d'une police efficace peut jouer dans la stabilisation de Mogadiscio, souligne la nécessité de continuer à mettre en place une force de police somalienne efficace, se félicite que l'Union africaine ait exprimé le désir de créer une composante de police au sein de l'AMISOM;

Prie le Secrétaire général de continuer à fournir à l'AMISOM, comme il est demandé dans la résolution 1863 (2009), un dispositif d'appui pour un maximum de 12 000 éléments en tenue, y compris la Garde mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus;

dessus, comprenant du matériel et des services, notamment un appui aux services d'information, mais non le transfert de fonds, jusqu'au 31 octobre 2012, comme il ressort de la lettre (S/2009/60) qu'il lui a adressée, de façon à garantir le principe de responsabilité et la transparence des dépenses engagées par l'Organisation, comme il ressort du paragraphe 6 de la résolution 1910 (2010);

Décide, à titre exceptionnel et en raison du caractère unique de cette mission, d'élargir le dispositif d'appui à l'AMISOM pour un maximum de 12 000 militaires, tel qu'il ressort de l'échange de lettres entre le Secrétaire général et le Conseil de sécurité datées du 21 septembre 2011 (S/2011/591) et du 29 septembre 2011 (S/2011/602), tout en continuant de veiller à ce que l'appui bilatéral voulu soit poursuivi avec le maximum d'efficacité;

Considère que des moyens de neutralisation des engins explosifs improvisés et d'enlèvement et de destruction des engins explosifs, comme il ressort de la lettre (S/2009/60) que le Secrétaire général lui a adressée, peuvent être fournis dans le cadre du dispositif d'appui logistique, tout en continuant de veiller à ce que l'appui bilatéral voulu soit poursuivi avec le maximum d'efficacité;

Rappelle que dans sa résolution 1863 (2009) il a exprimé l'intention d'établir une opération de maintien de la paix des Nations Unies, note que toute décision de déployer une telle opération tiendrait compte notamment des conditions que le Secrétaire général a définies dans ses rapports datés du 16 avril 2009 (S/2009/210) et du 30 décembre 2010 (S/2010/675) et prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires aux paragraphes 82 à 86 de son rapport (S/2009/210), sous réserve des conditions définies dans ce rapport;

Demande de nouveau aux États Membres et aux organisations régionales et internationales d'apporter un appui à l'AMISOM en fournissant du matériel et une assistance technique et en versant des contributions sans condition au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'AMISOM ou en faisant des dons directs par la voie bilatérale à l'AMISOM, notamment pour répondre aux besoins urgents au titre du remboursement du matériel appartenant aux contingents, des moyens de mise en œuvre et des amplificateurs de puissance et pour assurer des vols de bienveillance aux soldats de l'AMISOM, et encourage les donateurs à collaborer étroitement avec l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour faire en sorte que les fonds et le matériel voulus soient rapidement fournis;

Soulignant que la sécurité à long terme de la Somalie passe par la mise en place effective des Forces de sécurité somaliennes et demande de nouveau aux États Membres et aux organisations régionales et internationales de contribuer au renforcement et rapidement au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les institutions de sécurité somaliennes et d'offrir une aide aux Forces de sécurité somaliennes, notamment sous forme de formation, d'assistance technique et de matériel, en coordination avec l'AMISOM, conformément aux paragraphes 11 b) et 12 de la résolution 1772 (2007);

Prie le Secrétaire général de continuer d'aider le Gouvernement fédéral de transition à mettre en place les institutions de sécurité de la transition, notamment la Force de police somalienne et la Force de sécurité nationale, et à élaborer une stratégie de sécurité nationale conçue par les Somaliens, qui repose sur le respect de l'état de droit et la protection des droits de l'homme, ainsi que le cadre juridique et l'orientation pour le fonctionnement de ses forces de sécurité, y compris des mécanismes de gouvernance, de sélection et de contrôle;

Raffirme que les mesures imposées au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) et précisées aux paragraphes 1 e) et 2 de la résolution 1425 (2002) ne s'appliquent pas aux fournitures et à l'assistance technique offertes au Gouvernement fédéral de transition conformément aux paragraphes 11 b) et 12 de la résolution 1772 (2007) à seule fin de l'aider à mettre en place ses institutions de sécurité, conformément au processus de paix de Djibouti et sous réserve de la procédure de notification prévue au paragraphe 12 de la résolution 1772 (2007);

Demande de nouveau à toutes les parties somaliennes d'appuyer l'Accord de Djibouti et appelle à la fin des hostilités, à cesser d'affrontement armé et des initiatives visant à compromettre la stabilité en Somalie et à porter préjudice au Gouvernement fédéral de transition;

Prie le Secrétaire général, par l'intermédiaire de son Représentant spécial, de continuer d'offrir ses bons offices pour concourir à la conciliation entre tous les Somaliens et au processus de paix en général, avec l'appui de la communauté internationale, notamment, selon qu'il conviendra, en appuyant les initiatives de conciliation et de paix au niveau local; Note le rôle important que les administrations régionales et la société civile peuvent jouer dans le processus politique et encourage les institutions fédérales de transition à intensifier la concertation avec ces groupes et l'ouverture politique à leur endroit;

Invite la communauté internationale, dans le cadre de l'aide qu'elle continue d'apporter à la Somalie, à soutenir les initiatives de consolidation de la paix, de renforcement des capacités et de bonne gouvernance dans les zones où il y a une stabilité relative en Somalie, notamment en Somaliland et dans le Puntland;

Condamne toutes les attaques contre les civils en Somalie, demande qu'il soit mis fin immédiatement à tous les actes de violence, dont la violence sexuelle et sexiste, ou aux exactions commises contre des civils, notamment les femmes et les enfants, ainsi que le personnel humanitaire, en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et souligne la responsabilité qui incombe à toutes les parties en Somalie de s'acquiescer de l'obligation qui leur est faite de protéger la population civile contre les effets des hostilités, en particulier en évitant les attaques sans discernement ou l'emploi excessif de la force;

Se déclare gravement préoccupé par les informations faisant état de violations continues des droits de l'homme en Somalie et souligne qu'il importe de mener des enquêtes sur les violations présumées des droits de l'homme et de traduire les auteurs en justice;

Rappelle les conclusions approuvées par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés en Somalie (S/AC.51/2011/2), demande à toutes les parties de mettre fin aux violations graves et aux exactions commises contre les enfants en Somalie, engage le Gouvernement fédéral de transition à collaborer et à mettre en œuvre un plan d'action concret assorti d'un calendrier pour mettre un terme au recrutement et à l'emploi d'enfants, prie

général de poursuivre le dialogue avec le Gouvernement fédéral de transition à cet égard, et prie de nouveau le Secrétaire général de renforcer la composante relative à la protection de l'enfance du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et de continuer à assurer le suivi de la situation des enfants en Somalie et à en rendre compte; Se déclare gravement préoccupé par le nombre croissant de sources faisant état d'actes de violence sexuelle liés au conflit en Somalie, demande à toutes les parties d'y mettre fin, ainsi qu'aux exactions, et prie le Secrétaire général de mettre en œuvre les dispositions pertinentes des résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010), notamment en renforçant la composante relative à la protection des femmes du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie;

Exige de toutes les parties et de tous les groupes armés qu'ils prennent les mesures voulues pour assurer la sécurité du personnel et des fournitures humanitaires et exige en outre de toutes les parties qu'elles fassent en sorte que l'aide humanitaire parvienne sans retard, intégralement, en toute sécurité et sans entrave à ceux qui en ont besoin en Somalie; Prie le Secrétaire général, par l'intermédiaire de son Représentant spécial et du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie, de redoubler d'efforts pour assurer efficacement la coordination et à collaborer une démarche intégrée pour la réalisation de toutes les activités du système des Nations Unies en Somalie, pour offrir ses bons offices et un appui politique aux efforts visant à instaurer durablement la paix et la stabilité en Somalie et pour mobiliser des ressources et le soutien de la communauté internationale en vue du relèvement immédiat et du développement économique à long terme de la Somalie, compte tenu des recommandations figurant dans son rapport (S/2009/684), et souligne combien il importe que le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et les autres bureaux et organismes des Nations Unies travaillent dans la transparence et coordonnent leurs activités avec la communauté internationale;

Demande à l'autorité intergouvernementale pour le développement, à l'Union africaine et à l'Organisation de renforcer leur coopération pour permettre une division appropriée des responsabilités en Somalie dans le souci de réduire les doubles emplois et d'assurer une utilisation judicieuse des ressources, et de faire figurer dans les rapports périodiques du Secrétaire général sur la Somalie des mises à jour sur la question;

Prie le Secrétaire général de faire rapport sur tous les aspects de la présente résolution tous les quatre mois et entend examiner la situation, dans le cadre des obligations qui lui incombent, comme il ressort de la déclaration de son président en date du 31 octobre 2001 (S/PRST/2001/30) et de ses résolutions 1863 (2009), 1872 (2009), 1910 (2010) et 1964 (2010);

Décide de rester activement saisi de la question.

* À *** À * À l'intention des organes d'information à € Document non officiel